



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Marchés et prix : les relations entre l'agriculture et l'économie générale

Tim Josling

Abstract

The increased instability of the world since 1973 has shown how dependant agriculture was on the rest of the economy, particularly in developed market economies. The paper emphasizes the importance of macro-economic variables (disposable incomes, inflation, exchange rates, budget deficits) and of the international environment. Foreign trade has increased faster than output, exchange rates float, a huge mass of capital moves very quickly between the main financial centers. Agriculture cannot but feel the impact of all these, changes.

Résumé

L'instabilité du monde depuis 1973 a servi de révélateur pour montrer les interactions multiples entre l'agriculture et le reste de l'économie, en particulier dans les pays avancés à économie de marché. L'importance des variables macro-économiques: revenus des consommateurs, inflation, taux de change, déficit budgétaire est soulignée ainsi que les changements dans l'environnement international. Les échanges internationaux ont crû plus vite que la production, les taux de change flottent et une masse énorme de capitaux circule très rapidement entre les principales places financières. Le secteur agricole ne peut que subir le contrecoup de toutes ces variations.

Citer ce document / Cite this document :

Josling Tim. Marchés et prix : les relations entre l'agriculture et l'économie générale. In: Économie rurale. N°167, 1985. pp. 7-13;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1985.3153>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1985_num_167_1_3153

Fichier pdf généré le 08/05/2018

MARCHÉS ET PRIX : LES RELATIONS ENTRE L'AGRICULTURE ET L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE

Tim JOSLING*

Résumé :

L'instabilité du monde depuis 1973 a servi de révélateur pour montrer les interactions multiples entre l'agriculture et le reste de l'économie, en particulier dans les pays avancés à économie de marché. L'importance des variables macro-économiques : revenus des consommateurs, inflation, taux de change, déficit budgétaire est soulignée ainsi que les changements dans l'environnement international. Les échanges internationaux ont crû plus vite que la production, les taux de change flottent et une masse énorme de capitaux circule très rapidement entre les principales places financières. Le secteur agricole ne peut que subir le contrecoup de toutes ces variations.

Summary :

MARKETS AND PRICES : THE LINKS BETWEEN AGRICULTURE AND THE WHOLE ECONOMY

The increased instability of the world since 1973 has shown how dependant agriculture was on the rest of the economy, particularly in developed market economies. The paper emphasizes the importance of macro-economic variables (disposable incomes, inflation, exchange rates, budget deficits) and of the international environment. Foreign trade has increased faster than output, exchange rates float, a huge mass of capital moves very quickly between the main financial centers. Agriculture cannot but feel the impact of all these changes.

Introduction

Les dix dernières années ont montré que le secteur agricole est fortement influencé par le cours de l'économie. L'environnement économique a, à certains égards, dominé le développement purement agricole pendant cette période. Contrairement aux années 1960, marquées par une stabilité relative et une croissance économique, la période d'après 1973 a été caractérisée par l'incertitude et l'instabilité sur beaucoup de marchés. L'agriculture a été obligée de s'adapter à cet environnement moins favorable. Le processus a mis en évidence des rapports nouveaux entre l'agriculture et l'économie générale. Il est donc instructif de tenir compte de ces liens et interactions. Que l'avenir augmente l'instabilité, ou qu'il amène à un retour à des conditions plus stables, l'étude des liaisons macroéconomiques est essentielle pour comprendre le secteur agricole. Cet article essaie de donner un bref aperçu de ces rapports entre l'économie générale et l'agriculture. Il montre le rôle que jouent certaines variables macroéconomiques, telles que les taux de change, les taux d'intérêt et l'inflation, dans le secteur agricole. Il indique quelques changements de structure qui ont causé la volatilité de ces variables et analyse leur impact sur les marchés et les politiques agricoles. L'exposé porte plus particulièrement sur les conditions des pays développés et des économies de marché. Bien que les mêmes facteurs se manifestent dans leurs économies, les problèmes des pays en voie de développement ne seront traités qu'en passant. L'impact des facteurs macroéconomiques sur les économies planifiées est obscurci par l'absence de marchés transparents mais cet impact est probablement ressenti d'autres façons moins directes.

RAPPORTS AVEC LE SECTEUR NON AGRICOLE

Le secteur agricole, du moins dans les économies de marché développées, a plusieurs interfaces avec le reste de l'économie. Les cinq points énumérés ci-après représentent sans doute les liens les plus évidents et les plus importants.

1. L'achat d'intrants : l'acquisition d'intrants (machines, engrais, produits chimiques, carburant, services de construction) livre l'agriculture à l'influence de l'inflation et des fluctuations des prix réels sur les marchés des intrants qui transmettent également les effets des variations des taux de change. La sensibilité de l'offre d'intrants vis-à-vis du taux d'intérêt peut aussi établir un lien entre ce dernier et le secteur agricole.

2. La mobilisation de facteurs de production : la mobilisation de la main-d'œuvre et du capital nécessaires pour le fonctionnement de l'exploitation agricole représente également un lien important. Encore une fois, on peut séparer les effets inflationnistes du taux réel des salaires et du taux d'intérêt. L'ampleur de ces effets est avant tout fonction du degré d'intégration entre les marchés de facteurs de production ruraux et urbains. Le postulat de marchés de facteurs de production intégrés est une approximation raisonnable de la réalité dans les pays industrialisés.

3. La valeur des biens : l'exploitation agricole typique possède des biens réels (biens-immeubles et bétail) et encourt des dettes. Bien que la valeur de ces biens ait en partie pour origine leur utilisation interne, elle reflète également leur valeur non agricole. L'effet de l'inflation sur la valeur des biens et des obligations est probablement asymétrique, et à l'avantage de l'exploitant agricole. L'agriculture peut bien sûr influencer les prix sur ce marché en variant la demande de ces produits ; mais ici, nous mettons plutôt l'accent sur l'effet qu'a sur l'agriculture, la fluctuation des prix d'offre (non induite par la demande du secteur agricole).

* Food Research Institute, Stanford University, Stanford, California 94305 USA

4. La vente des produits : le prix d'achat des produits agricoles résulte en général de la demande publique et privée. Tandis que la demande privée est influencée plutôt par la variation des revenus et des prix relatifs que par les données monétaires, la demande publique, quant à elle, peut avoir une composante qui réagisse au niveau de l'inflation. Durant les périodes d'inflation galopante, le gouvernement peut tendre à utiliser la politique agricole afin de maintenir les prix des denrées alimentaires à un certain niveau. Le support réel des prix peut également être réduit pendant ces périodes, entraînant la baisse des prix réels des produits agricoles, indépendamment des évolutions de l'offre.

5. L'achat de biens de consommation : la famille rurale consacre probablement une grande partie de son revenu à l'acquisition de biens de consommation. Ceci établit un lien supplémentaire entre le secteur agricole et les marchés non agricoles, comme le font aussi les intérêts tirés de l'épargne de la partie du revenu non investie dans la ferme. Bien que le taux d'inflation puisse, dans certaines circonstances, différer entre les zones rurales et urbaines, le paysan subit son influence de la même façon que ses homologues des autres secteurs économiques.

LES VARIATIONS MACRO-ÉCONOMIQUES

On peut dresser assez rapidement une liste des variables macroéconomiques essentielles, déterminées en grande partie par des facteurs extérieurs au secteur agricole, mais affectant l'économie dans son ensemble. La liste suivante servira à situer la diversité de ces variables.

1. Le niveau du revenu réel : la demande des consommateurs de produits agricoles répond, bien que légèrement dans les sociétés aisées, aux changements du niveau réel des revenus et à leur distribution. Ces variations peuvent affecter plus les flux d'échange et les coûts des subventions gouvernementales que les revenus agricoles. Les produits spécialisés et ceux qui sont caractérisés par des coûts de transport élevés subissent les premiers les influences résultant de la variation du niveau de revenu des consommateurs (1). Le revenu est constitué par la rémunération du travail et celle du capital. Les salaires réels affectent nécessairement les coûts du travail dans le secteur agricole. Il affecte aussi l'offre de travail de la famille agricole, par son impact sur les décisions quant à l'allocation du temps entre les activités agricoles et non agricoles. De la même façon, le rendement réel des capitaux investis dans d'autres secteurs de l'économie influence l'utilisation du capital dans l'agriculture et les coûts des emprunts contractés hors du secteur agricole.

2. L'inflation : une hausse générale des prix affecte aussi bien les revenus que les coûts : l'anticipation de l'inflation peut avoir peu d'effet sur les bénéfices des agriculteurs. L'inflation inattendue, au contraire, peut entraîner à court terme des changements substantiels (tels que la diminution réelle des salaires, la surévaluation du taux de change) ou bien rendre négatifs les taux réels d'intérêt. De plus, l'intervention publique risque de ne pas être neutre. Certains de ces problèmes sont étudiés ci-dessous dans le contexte des événements récents. L'inflation accroît l'envie d'acquérir des biens réels et favorise ceux qui ont des dettes.

3. Les taux de change : les déséquilibres de la balance commerciale entraînent un déséquilibre sur le marché des devises, rendant ainsi nécessaire d'ajuster le taux de change. Ceci touche directement le marché des produits échangeables sur les marchés internationaux : si une grande partie de la production agricole est effectivement échangeable, les variations du taux de change revêtent une importance considérable aussi bien pour les produits que pour les intrants agricoles. Cette importance est cependant souvent atténuée par la politique des prix. Les effets dus aux variations du taux de change dépendent largement de la façon dont les politiques nationales réagissent aux relations entre prix nationaux et cours du marché mondial (2).

4. Le déficit budgétaire : le procédé par lequel l'Etat redresse le déficit (ou bien l'excédent) budgétaire a des conséquences aussi bien sur le plan macroéconomique qu'au niveau de la politique agricole. Sur le plan macroéconomique, la décision de monétariser le déficit, c'est-à-dire de l'éliminer en augmentant la masse monétaire (dans la plupart des cas), aiguise l'inflation. L'augmentation des taxes diminue les revenus disponibles, et les emprunts font monter les taux d'intérêt. Tout ceci a des conséquences pour chaque secteur de l'économie, et donc pour l'agriculture. Le gouvernement peut chercher à réduire les coûts de ses programmes, ce qui peut donner l'occasion de supprimer des subventions accordées aux minorités sociales.

Les variables macroéconomiques qui viennent d'être citées, révèlent à l'intérieur de chaque pays une certaine interdépendance ; elles sont influencées simultanément par la politique et la structure économique. Une inflation importante entraîne la dévaluation du taux nominal de change, rehausse le niveau nominal des revenus et celui du taux d'intérêt. La politique gouvernementale affecte cependant le niveau réel du taux de change, des revenus ou encore du taux d'intérêt, d'une manière moins directe. Les liens entre les pays se définissent de la même manière : un pays qui connaît une inflation galopante est confronté à la dévaluation continue de son taux de change, ce qui, ipso facto, conduit à la réévaluation de celui de ses partenaires commerciaux. Un taux d'intérêt élevé attire les investissements étrangers et rehausse les taux d'intérêt à l'étranger. L'importance de ces variables semble changer avec le temps. Pendant les années 1960, on aurait pu par exemple avancer à juste titre que l'agriculture était avant tout influencée par le niveau réel des revenus, par le transfert de la demande de produits agricoles dans les pays industrialisés en faveur des produits animaux et par l'ouverture d'un grand marché pour des aliments de qualité. Le niveau d'emploi dans le secteur non-agricole permit l'émigration de la main-d'œuvre et, partant, les changements de structure au sein du secteur agricole. La demande de terrains utilisés à des fins non-agricoles fut augmentée par la pression démographique. Bien que ce secteur fût confronté à plusieurs problèmes internes, son entourage économique fut plutôt calme et coopératif : les taux d'intérêts étaient bas, l'inflation modeste dans la plupart des pays, les taux de change stables et les déficits budgétaires contrôlables.

Au début des années 1970 au contraire on a connu un développement opposé : l'inflation était devenue le souci

1. La demande directe du consommateur, et celle qui s'exerce au niveau du producteur sont étroitement liées en cas de coûts de transport élevés (Protection naturelle).

2. Dans certains cas, comme celui de la Politique agricole commune, l'impact des variations de taux de change est plus immédiat par suite de la nécessité d'établir des prix communs, c'est-à-dire des prix en termes de devises étrangères.

majeur des gouvernements et un facteur très important dans l'environnement économique du secteur agricole. La réaction des gouvernements au boom pétrolier fut de diminuer la croissance des revenus pour réduire de facto la consommation. La hausse des prix du pétrole a affecté les pays de façon différente, entraînant ainsi des variations supplémentaires des taux de change. Le développement économique était marqué par la stagnation, les possibilités d'emploi étaient devenues rares, les coûts dans l'agriculture montaient. L'environnement économique semblait s'être retourné contre l'agriculture. Mais la montée des prix des produits agricoles masqua certains de ces effets ; de plus, les politiques des Etats dont l'inflation avait rempli les caisses, renforcèrent le système de soutien des prix qui, auparavant, avait montré des signes de faiblesse.

L'IMPACT DES CONDITIONS MONÉTAIRES

Les variables « réelles » (taux de croissance du revenu réel, dépenses réelles des consommateurs, taux réels d'échange), devraient a priori être les plus influentes sur l'agriculture, les variables nominales ou monétaires n'ayant d'influence notable que dans certains cas. **Une de ces situations** est l'existence de « l'illusion monétaire » - la réaction des agents économiques aux variables monétaires comme si elles étaient des variables réelles. Quand le taux d'inflation change sensiblement, on peut supposer que des consommateurs et des sociétés s'adaptent. Or, la résistance des consommateurs aux hausses de prix alimentaires pendant les périodes inflationnistes comprend vraisemblablement une part d'illusion monétaire. **Une deuxième situation** dans laquelle les valeurs monétaires sont importantes apparaît quand il existe une attente générale d'accélération ou de décélération de l'inflation. Dans de telles circonstances, ceux qui possèdent des biens peuvent adapter leur « portefeuille » afin de profiter de ces tendances. On constate que l'inflation stimule les placements en terres et en marchandises, au profit de détenteurs de ces biens.

En revanche, un recul de l'inflation peut déclencher un refus de ce type d'investissements, ce qui contribue ensuite à l'instabilité des marchés concernés.

Un troisième exemple de l'importance des variables monétaires est l'impact asymétrique de l'inflation sur des dettes monétaires et réelles. Ceux qui, comme les agriculteurs, possèdent des biens réels (fonciers, immeubles, cheptel) et des dettes libellées en termes nominaux (prêts à taux fixe) s'aperçoivent que l'inflation tend à alléger la charge réelle de leurs dettes - au détriment de ceux qui détiennent des créances. Quand le taux de l'inflation tombe, la situation est inversée, comme en témoigne la vague récente de faillites.

Une quatrième situation peut être identifiée, par rapport aux variables monétaires. Dans le cas où l'inflation n'a guère d'influence sur les variables réelles, et si les variables réelles de base elles-mêmes sont relativement stables, les variables monétaires tendront à fluctuer ensemble. Cependant, dans le cas où l'inflation affecte les variables réelles, alors l'instabilité monétaire elle-même contribue à l'instabilité de ces variables.

Depuis 1974, les variables réelles de base telles que la population, le revenu de l'emploi, ont connu relativement peu de changements. Pourtant l'inflation s'est élevée ; en conséquence, les taux d'intérêt nominaux et des revenus monétaires ont augmenté également.

Pour les cinq démocraties occidentales les plus importantes, nous avons comparé les taux de fluctuation de trois

variables avec le taux d'inflation, avant 1973 et après cette date (voir tableau 1).

La croissance de la population a ralenti dans les cinq pays, elle est actuellement stable en Grande-Bretagne et négative en Allemagne. La croissance réelle de la consommation a été aussi sensiblement inférieure après 1973. Depuis cette date, on observe une diminution de l'emploi industriel dans les pays étudiés, à l'exception des Etats-Unis. En somme donc, trois des variables identifiées ci-dessus comme ayant une influence particulière sur l'agriculture, ne semblent pas avoir été des forces économiques durant la dernière décennie. En revanche, les taux d'inflation ont augmenté d'une façon frappante (sauf en RFA), ce qui accroît la différence déjà mentionnée entre les actifs réels et monétaires.

A partir des données des cinq pays pour les périodes mentionnées, on peut envisager que cette instabilité monétaire elle-même a augmenté la variabilité des taux réels de change et d'intérêts. La partie inférieure du tableau 1 montre la variabilité (indiquée par les coefficients de variation) des taux réels et nominaux de change et d'intérêt. Les taux de change réels (par rapport au dollar) ont été nettement plus variables pour le franc, le yen et la livre sterling, et un peu moins stables pour le mark, depuis 1973. Tandis que le taux de change réel a été généralement à peu près aussi stable que le taux nominal pendant la première période, les variables réelles après 1973 paraissent plus instables que les variables nominales. Du côté des taux d'intérêts, l'accroissement de variabilité des indicateurs réels est apparent pour tous les pays sauf l'Allemagne. Les taux d'intérêt nominaux, normalement plus stables que les taux réels, sont aussi devenus plus instables pendant la deuxième période. Une explication possible du phénomène de l'extrême variabilité des taux d'intérêt et de change, en supposant que les conditions de concurrence et de productivité de capital ne changent pas rapidement, est que les autorités monétaires et gouvernementales suivent le cours des variables nominales avec une attention particulière. Par conséquent, pendant les périodes où les taux d'intérêt changent rapidement, et où il existe des différentiels d'inflation importants entre les pays, les variables réelles ont tendance à se déstabiliser. Le niveau des variables réelles devient dépendant des événements monétaires, au lieu d'être généralement indépendant de l'inflation.

LES CHANGEMENTS AU SEIN DU SECTEUR AGRICOLE

La variation de l'influence que le développement économique général exerce sur l'agriculture vient des changements qui se font d'une part, à l'intérieur du secteur agricole et, d'autre part, dans l'environnement économique des changements qui se font à l'intérieur du secteur agricole. Le secteur agricole des pays occidentaux est devenu plus intégré dans l'économie globale, aussi bien du point de vue des intrants provenant des autres secteurs de l'économie, que du point de vue de l'unicité des marchés de l'emploi et des capitaux. Les possibilités d'éducation ont progressivement gagné les campagnes de même que les systèmes de sécurité sociale. L'emploi à mi-temps dans le secteur agricole, comme étape de transition vers l'émigration complète, devient partie intégrante du mode de vie dans les campagnes.

Aucun autre développement n'a mieux contribué à la réduction des différences entre les secteurs ruraux et urbains. L'utilisation de capitaux dans l'activité agricole s'est intensifiée et les banques ont réagi en offrant des

facilités d'épargne et de crédit. Parallèlement, la production agricole a gagné les marchés d'exportation, et la part des importations dans les intrants du secteur agricole s'est accrue (alimentation du bétail, par exemple). La protection de l'agriculture pendant plus de 50 ans n'a pas réussi à isoler les marchés agricoles: le degré d'interdépendance entre les secteurs agricoles à travers le monde a au contraire considérablement augmenté. Cette ouverture croissante a, en retour, augmenté la vulnérabilité du secteur agricole envers les fluctuations de la demande extérieure, dues aux mouvements des taux de change ou aux variations des revenus. Les excédents de production, les coûts publics deviennent très élevés et influent sur le secteur agricole par le biais de la modification nécessaire des politiques agricoles.

LES CHANGEMENTS DANS L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'aspect le plus frappant dans le paysage des années récentes de l'économie internationale est assurément ce qui, de plus en plus, lie les économies et les politiques économiques des pays industrialisés. Certains changements dans les structures respectives de leur environnement économique ont été à la base de ces interdépendances. Schuh et d'autres auteurs ont identifié les quatre traits principaux du développement de ces structures pendant les 10-15 dernières années (Schuh, 1984; Krueger, 1983; Sorenson et Russmiller, 1983).

L'ouverture croissante de l'économie internationale

L'expansion du commerce extérieur a connu un développement plus rapide que celle du niveau des PIB depuis les années 1950. Ceci résulte, en majeure partie, de la libération progressive du commerce international. Le commerce des produits manufacturés dans les pays développés n'est plus entravé par des barrières douanières. Les Etats-Unis sont devenus une économie « ouverte »: leur dépendance envers le commerce extérieur a doublé pendant la dernière décennie. Le déploiement du commerce international a pu se réaliser malgré l'implantation progressive d'industries à proximité des centres de consommation, à cause d'une spécialisation inter-industrielle très active. Le commerce agricole, bien que moins dynamique que le commerce industriel, a également augmenté de volume pendant l'après-guerre. Le recours, par les politiques économiques internes, au commerce international pour combler les déficits ou écouler les surplus nationaux, et la tendance générale vers une spécialisation dans l'agriculture, constituent les forces motrices de ce développement.

Le flottement des taux de change

Il a été estimé que 85 % du commerce international se font entre pays dont les monnaies flottent l'une par rapport à l'autre (Schuh, 1984). Bien que les pays en développement accrochent leurs monnaies à celles des pays développés, ces derniers ont opté pour une politique qui permet aux forces du marché de déterminer la valeur extérieure de leurs monnaies. Ce choix renforce l'autonomie des politiques économiques nationales dans ce sens qu'il réduit l'importance de la balance des paiements comme indicateur de la performance économique. En fait, les interdépendances réapparaissent sous forme de variations du taux de change plutôt que par le biais de mouvements de la balance des paiements.

L'intégration des marchés de capitaux

La croissance du volume des capitaux circulant au niveau international est l'un des traits les plus marquants de ces dernières années. Cette croissance s'explique en premier lieu par l'augmentation des dettes étrangères, bilatérales ou multilatérales, contractées par les gouvernements. L'augmentation du volume des crédits accordés par les banques privées sur le marché peu contrôlé des Euro-devises a été encore plus notoire. La somme des crédits à recouvrer sur ce marché a été estimée à 1700 milliards de dollars (Schuh, 1984). Ce marché qui fut une source de financement pour les entreprises internationales et les agences nationales des pays industrialisés, a été envahi par les pétro-dollars des pays de l'Opep au cours des années 1970 et est devenu ainsi la source d'approvisionnement des pays du tiers-monde. L'intégration des marchés des capitaux renforce l'intégration des marchés des biens: combinée avec des taux de change flottants, cette intégration établit entre pays et politiques nationales des liens complètement différents de ceux de la situation antérieure.

Bien qu'il soit risqué de vouloir attribuer une cause unique à tout un ensemble complexe d'événements, le niveau actuel de ces interdépendances peut être illustré par l'exemple des ramifications, à travers le monde, des problèmes fiscaux américains. Comme plusieurs autres pays, les Etats-Unis ont été confrontés pendant une longue période à des dépenses publiques englobant une part de plus en plus importante du revenu national. Ceci étant dû en partie au désir croissant d'offrir des biens et services publics dans une économie historiquement individualiste. Ce fait s'explique d'autre part par la facilité de collecter des taxes, garantie par une inflation galopante. En 1981 quand l'inflation a sensiblement baissé aux Etats-Unis, cette source de revenus publics s'est raréfiée. On comprend que le déficit budgétaire ait atteint des niveaux record. Si l'on ajoute à cela un effort pour réduire les impôts tandis qu'augmentaient les dépenses pour les programmes sociaux et les programmes de défense - et alors qu'on aurait pu s'attendre à l'augmentation de tels déficits - une politique monétaire restrictive a, au lieu de cela, conduit à des taux d'intérêt très élevés. Le gouvernement se retourna vers le marché des capitaux pour couvrir ses besoins entraînant ainsi la hausse des taux d'intérêt. Les étrangers détenant des capitaux ont comblé le vide laissé par les faibles taux de l'épargne utilisée pour financer la construction de logements aux Etats-Unis et, ce faisant, ont fait monter le dollar. Le taux d'intérêt sur les autres marchés financiers, bien qu'étant moins élevés que le taux américain, ont atteint un niveau suffisant pour freiner la reprise économique dans ces pays. Plus important encore, ce haut niveau des taux d'intérêt a accentué les problèmes des pays du tiers-monde surendettés, qui avaient emprunté à taux d'intérêt variable sur les marchés des Euro-devises ou auprès des banques commerciales américaines. La force du dollar a réduit la capacité concurrentielle des produits américains. Mais, en outre, deux aspects sont intéressants à souligner. 1. La capacité concurrentielle des pays en voie de développement, ayant attaché leur monnaie au dollar, s'est détériorée tandis que parallèlement leurs importations devenaient de plus en plus chères. La dévaluation d'une monnaie n'est jamais une mesure très populaire, l'ajustement nécessaire a donc eu tendance à se faire attendre. 2. Les prix de certains produits, particulièrement du pétrole brut, sont fixés en dollars et donc semblent s'accroître dans les pays importateurs: d'où le problème de la

gestion des taux de change : ou bien rester fidèles au dollar et voir le marché de leurs exportations se retrécir, ou quitter le dollar, avec comme conséquence l'augmentation des coûts de leurs importations.

Les implications pour les politiques agricoles

La politique agricole dans les économies de marché se consacre entre autres à la défense du secteur agricole. Cette politique défensive vise, dans la mesure des restrictions imposées par les disponibilités budgétaires et par l'électorat, à contrôler l'environnement dans lequel opère l'agriculture. Une partie de cette défense s'attaque à des facteurs internes au secteur agricole : l'élimination de la surproduction, la réduction de la capacité excédentaire en sont des exemples typiques. Un autre aspect de cette politique est la protection contre l'agriculture étrangère. Dans les pays importateurs, ceci est accompli en restreignant l'accès au marché intérieur des produits concernés ou de leurs substituts. Les pays exportateurs s'intéressent, eux, plutôt au maintien de leurs parts sur les marchés d'exportation, face à la compétition des autres pays exportateurs. D'autres politiques encore protègent le secteur agricole contre les évolutions du reste de l'économie, en rehaussant les prix agricoles en période d'inflation, afin de réduire l'effet dû à la segmentation inhabituelle des coûts de production dans l'agriculture. Des politiques peuvent également être créées pour protéger le même secteur contre les évolutions du marché des facteurs de production, par exemple en facilitant l'accès aux capitaux.

Durant la tranquillité relative des années 60, les politiques agricoles ont servi à adapter l'agriculture aux pressions nées de la hausse de productivité à l'intérieur du secteur et des développements externes, tels que ceux de la demande de main-d'œuvre, et de changements dans l'industrie alimentaire. Elles ont rempli cette tâche avec un succès relatif. Bien que les dépenses budgétaires n'aient pas toujours été maîtrisées et que des surplus aient parfois été accumulés, l'adaptation de l'agriculture s'est faite à un rythme qui a contribué à la croissance économique. Ces politiques de gestion des marchés n'étaient cependant pas préparées aux changements des années 1970. L'apparition d'instabilités monétaires, l'inflation galopante, les fortes variations des taux de change, des taux d'intérêt à des niveaux élevés et variables, en combinaison avec le ralentissement du développement des revenus et des possibilités d'emploi, ont fait naître des problèmes nouveaux. Face à des secousses macroéconomiques de cette envergure, il n'est pas possible qu'une politique sectorielle puisse garantir une certaine stabilité; on ne peut pas, d'ailleurs, dire qu'une telle stabilité aurait été souhaitable.

CONCLUSION

La combinaison des trois phénomènes discutés dans cet article - l'émergence des variables monétaires parmi les facteurs macroéconomiques importants, la plus grande ouverture de l'agriculture d'aujourd'hui, et l'interdépendance plus étroite entre les économies - pose de nouveaux problèmes à ceux qui s'occupent de l'analyse et de la politique économique.

En termes d'analyse économique, ceci implique que le secteur agricole ne doit plus être vu comme un ensemble relativement fermé d'activités productives faisant face à un marché où la demande est déterminée par les revenus et les goûts des consommateurs. Il doit être vu plus généralement, comme un secteur où les agents prennent des décisions financières sur la base de considérations relatives à la propriété de leurs actifs, et sur les possibilités d'emploi de leur travail et de leur capital, et où ils vendent leurs produits sur des marchés souvent dominés par des facteurs autres que les revenus des consommateurs. Ceci a des conséquences évidentes pour la formation des économistes ruraux qui négligent souvent les phénomènes financiers et macroéconomiques pour se concentrer sur les aspects microéconomiques de la production et de la commercialisation. Cela implique aussi qu'une grande partie de nos prévisions et projections peuvent être trompeuses si elles ne s'appuient que sur l'évolution des variables réelles.

Pour la politique agricole, la conséquence de ce qui précède est qu'il se peut qu'il faille réviser les objectifs traditionnels et prendre en compte l'instabilité macroéconomique. Il se peut que continuer de mettre l'accent sur la stabilité des prix et le soutien des revenus par le biais d'interventions sur le marché se révèle trop coûteux. Mettre l'accent sur les besoins individuels des familles, prenant en compte l'ensemble de leurs activités et de leurs niveaux de revenu, plutôt que sur les programmes par produit, sera peut-être nécessaire. On peut penser à des programmes d'assurance sur les cultures ou les revenus pour les agriculteurs à temps plein, ou à des politiques destinées à améliorer la capacité des agriculteurs à temps partiel à ajuster la dimension de leurs exploitations aux conditions du marché, par des interventions améliorant le marché des locations de terre. Si les responsables de la politique veulent expérimenter en la matière, l'analyse de ces politiques alternatives peut être une priorité.

Les leçons à tirer de cette expérience, pour une perspective économique, seraient peut-être de prendre en considération que toute agriculture intégrée dans l'économie générale est nécessairement affectée par les oscillations de cette économie, indépendamment des politiques et des cours suivis par les prix. Une agriculture liée à l'économie internationale est toujours exposée aux chocs venant de l'étranger. Les meilleures politiques en ce sens seraient celles qui attaqueraient les problèmes à la source. Les instabilités monétaires sont fonction de réponses rapides, et non coordonnées dans une politique macroéconomique (Mc Kinnon, 1982). Ce qui conduit à un environnement économique dans lequel l'agriculture ne peut pas jouer son rôle. Un développement plus calme pourrait aider à oublier quelques mauvais souvenirs du passé et garantirait au secteur agricole un certain répit. Mais ce qu'il faudra toujours considérer, c'est que la prospérité et la stabilité dans le secteur agricole sont déterminées par ce qui se passe dans les autres secteurs et pays aussi bien qu'à l'intérieur de l'agriculture. La leçon principale du point de vue de la politique est peut-être qu'une agriculture intégrée dans l'économie nationale subira nécessairement les effets de l'évolution économique générale, quels que soient les efforts faits dans le domaine des politiques de prix et de revenu. Et une agriculture intégrée aux marchés mondiaux sera toujours soumise aux chocs venant de l'extérieur. Les politiques qui peuvent le mieux traiter ces problèmes sont celles qui les prennent à leur source. L'instabilité monétaire est liée aux réactions mal coordonnées et hâtives dans le domaine macroéconomique (Mc Kinnon, 1982). Ceci

3. D'autres aspects de cette politique, tels que la vulgarisation, la recherche, l'amélioration des structures de marché et de production, le contrôle de qualité et les systèmes d'information sont importants, mais ne sont pas abordés dans cet article.

crée un environnement dans lequel la politique agricole ne peut pas remplir son rôle. Une période de croissance stable peut éliminer certains souvenirs et donner un répit au secteur agricole. Mais le fait demeure que la prospérité et

la stabilité agricoles sont déterminées par ce qui se passe dans les autres secteurs économiques et les autres pays autant qu'au sein même du secteur agricole.

BIBLIOGRAPHIE

KRUEGER A. (1983). — Protection, Exchange Rate Distortions, and Agricultural Trading Patterns. *American Journal of Agricultural Economics*, 65 (5), December 1983, pp. 865-871.

Mc KINNON R. (1982). — Currency Substitution and Instability in the World Dollar Standard. *American Economic Review*, 72: 320-333, 1982.

SCHUH G. (1984). — Future Directions for Food and Agricultural Trade Policy. *American Journal of Agricultural Economics*, 66 (2), May 1984, pp. 242-247.

SORENSEN V., RUSSELL G. (1983). — Future Options for US Agricultural Trade. *American Journal of Agricultural Economics*, 65 (5), December 1983, pp. 893-900.

Tableau 1. Les taux de fluctuations et le degré d'instabilité des variables réelles et nominales pour divers pays

Taux de fluctuations Pays	Population		Consommation réelle		Emploi Industriel		Prix aux Consommateurs	
	avant 1973	après 1973	avant 1973	après 1973	avant 1973	après 1973	avant 1973	après 1973
France	0.8	0.4	5.4	3.6	0.9	— 1.2	5.9	11.1
RFA	0.7	— 0.1	5.2	2.7	0.7	— 1.3	4.3	4.8
Japon	1.3	1.0	8.3	3.1	2.6	0.0	6.7	9.7
Royaume-Uni	0.3	0.0	3.4	1.0	— 1.1	— 1.7	7.0	16.0
Etats-Unis	1.1	1.0	4.2	2.7	1.0	1.0	4.9	9.2
Coefficients de variation	taux de fluctuations réels		taux de fluctuations nominaux		taux de fluctuations réels		taux de fluctuations nominaux	
	avant 1973	après 1973	avant 1973	après 1973	avant 1973	après 1973	avant 1973	après 1973
France	0.05	0.32	0.05	0.25	0.34	8.76	0.18	0.22
RFA	0.14	0.19	0.12	0.14	0.31	0.11	0.12	0.18
Japon	0.06	0.21	0.08	0.15	2.65	17.28	0.07	0.12
Royaume-Uni	0.11	0.25	0.07	0.15	0.52	13.68	0.18	0.09
Etats-Unis	—	—	—	—	0.42	2.44	0.19	0.22

Sources : les taux de fluctuations sont tirés du document suivant, OECD, *Historical Statistics 1960-1980*, Paris 1982.

Les périodes sont 1967-73 et 1973-1980.

Les coefficients de variation sont tirés du document suivant, *International Financial Statistics*, (divers) Washington, D.C. Les périodes sont 1964-1973 et 1974-83.

Commentaire Wilhelm SCHEPER*

Plusieurs exemples montrent comment l'intégration progressive entraîne des interdépendances croissantes entre des unités économiques sur plusieurs niveaux. Les estimations de Josling concernant la croissance de ces interdépendances sont bien équilibrées. Elles nous apprennent que l'intensification des interdépendances accroît le degré d'instabilité et d'incertitude dans certains cas mais néanmoins améliore très souvent le fonctionnement de l'économie. La liberté des changes, l'augmentation des crédits accordés par des institutions bancaires privées au niveau international et sur des marchés hors cote, les chocs des prix et la nouvelle politique économique des USA ont effectivement plutôt amélioré le fonctionnement des secteurs industriels. Et les producteurs exportateurs non-agricoles ont pu s'adapter mieux qu'on ne l'espérait. Je partage l'optimisme de Josling quand il soutient que l'économie mondiale fonctionne, en grande partie, de manière satisfaisante, malgré les instabilités temporaires ou bien à cause d'elles.

Les aspects fluctuants du développement, tels que nous les avons observés durant les années 1970, constituent un défi pour les politiciens qui veulent, par une intervention publique intensive, contrôler le développement des liens qui existent entre les prix et certains revenus et investissements. Les représentants de la Communauté Economique Européenne supposent que leurs politiques agricoles auraient plus de succès, s'il n'y avait pas de fluctuations conjoncturelles, si les cours des changes n'étaient pas libres ni les taux d'inflation différents. La politique agricole a cependant survécu et augmenté ses inputs financiers et instrumentaux tandis que la mesure et l'évaluation de son output

deviennent de plus en plus difficiles. Josling, en posant plus de questions qu'il ne donne de réponses, a pu le montrer avec élégance.

La description par Josling des rapports entre l'agriculture et le secteur non agricole a accordé beaucoup d'importance aux liens sur les marchés. Mais ce serait une faute grave de négliger les liens en dehors des marchés :

- le transfert non commercial de biens financiers et réels,
- la production et l'utilisation de biens publics,
- les diverses externalités.

Les possibilités de la politique agricole de contrôler le niveau de vie des populations paysannes diminuent dans la majorité des pays développés aux économies de marchés.

— Une grande partie de la population paysanne tire une part importante de son revenu d'activités extérieures au secteur agricole ; la part du revenu agricole dans le revenu total des familles paysannes diminue presque partout. La part du revenu venant des autres secteurs dépend largement de la performance des marchés de main-d'œuvre non agricole en zones rurales.

— Les familles paysannes peuvent en général vendre des biens réels, si nécessaire, pour financer leur consommation. Les revenus résultant de l'utilisation des habitations paysannes et des productions domestiques jouent toujours un rôle très important. Ainsi la structure de la consommation paysanne est marquée par l'absence d'importantes fluctuations et de pauvreté relative, malgré l'instabilité et la réduction de leur cash-flow.

* Inst. für Agrarpolitik und Markt., Univ. de Kiel, Olshausenstr. 40-60 2300 Kiel RFA.

Les activités principales de la politique agricole se limitent à la vente de produits agricoles. Je ne peux pas croire que ces politiques conduisent à une plus grande ouverture des marchés dans l'avenir. Et il est probable qu'alors les taux du marché agricole seront plutôt déterminés par la politique que par la compétitivité agricole. Ainsi les futurs conflits entre les USA et la CEE, ou bien entre la CEE et ses membres, pourraient être réglés par des accords sur les taux du marché.

La part des inputs agricoles commercialisée au niveau international échappe à l'influence de la politique agricole visant à protéger la paysannerie. Les accords sur le commerce et les tarifs internationaux pour ces inputs maintiennent les barrières douanières presque au niveau zéro; la concurrence croissante réduit les barrières non-douanières. A ceci s'ajoute l'augmentation des dépenses pour les inputs commercialisés au niveau international. Il en résulte deux effets: a) l'internationalisation de ce

marché contribue à réduire la différence entre les coûts nationaux de la production agricole; b) ceux-ci dépendent plus largement des cycles et ajustements sur les marchés internationaux.

La part des dépenses pour les inputs commercialisés sur place et ne provenant pas du secteur agricole, dans les dépenses totales de ce secteur, décroît progressivement; mais la baisse est plus forte pour les inputs commercialisés au niveau international. Les coûts des constructions agricoles, des services de réparations, des services vétérinaires et autres, sont de plus en plus dépendants du taux national moyen de salaire. Ce taux ne peut cependant pas être contrôlé par la politique agricole, dont le pouvoir s'affaiblit dans ce secteur.

La communication de Josling montre que le problème de la stabilité agricole «a plusieurs dimensions». Ceci peut nous aider à éviter des estimations simplistes résultant d'analyses partielles.

Commentaire

Jaime LAMA DE ESPINOSA*

Introduction

L'agriculture cherche avant tout à maîtriser la nature et à vaincre les entraves à la productivité; cette recherche a toujours été pratiquée mais elle vise aujourd'hui plutôt à améliorer la qualité de l'alimentation alors que, dans le temps, il s'agissait surtout de produire en quantité suffisante.

Les liens étroits existant entre l'agriculture et le reste de l'économie nous apparaissent maintenant de plus en plus nettement. L'agriculture est toujours un mode de vie mais elle est surtout un moyen d'assurer la vie. J'insisterai sur certains aspects de cette relation dans un esprit de politique agricole plus que d'analyse économique abstraite.

Les chocs pétroliers

Du fait des crises sur le marché pétrolier, le secteur agricole a vu s'accroître sa dépendance. Sans acheter davantage de carburants, d'engrais ou de pesticides dérivés du pétrole, elle dépense beaucoup plus pour des quantités équivalentes ou même réduites. Dans les pays avancés, les consommations intermédiaires, incorporant de grandes quantités d'énergie fossile, représentent 35 à 45 % de la valeur de la production. Ce pourcentage a doublé au cours des 12 dernières années. Pour parvenir, dans ces conditions difficiles, à maintenir son activité, l'agriculture doit accroître son intégration à l'économie en vendant plus de produits et en s'endettant davantage.

Au cours des années récentes, un certain nombre de pays ont utilisé leurs exportations pour acheter davantage de pétrole en vue d'accroître leur industrialisation. Le modèle de développement des années 60 a dominé tous les autres. La force d'un pays et sa réputation sur le plan international étaient liées à son aptitude à produire des denrées industrielles, même si cela se faisait au prix d'une dépendance alimentaire conditionnée par les pays ayant des excédents ou par l'aide internationale. Mais la hausse des prix du pétrole a conduit un grand nombre de ces pays à une situation d'endettement excédant leurs possibilités de remboursement. Les charges de principal et d'intérêts sont si lourdes que leur croissance est freinée et qu'ils ne peuvent même pas payer l'alimentation dont ils ont besoin. Les agricultures qu'ils ont sacrifiées sur l'autel du développement industriel présentent maintenant la facture sous forme de dettes extérieures et de famines.

Les liens établis par l'intermédiaire des marchés

La part de la production que l'agriculteur utilise sur son exploitation est de moins en moins importante mais cette tendance pourrait être renversée par la mise en œuvre de nouvelles technologies énergétiques induisant l'utilisation *in situ* de l'énergie biologique.

En outre, la structure de la consommation a évolué lentement dans les pays les plus développés. Brillat-Savarin a souligné que l'homme est avant tout consommateur de symboles. Le consommateur moderne recherche donc des aliments plus élaborés et sophistiqués dont le temps de préparation est réduit (travail féminin) et dont la consommation est plus facile (personnes âgées) ou qui sont bien adaptés à la consommation collective (restaurants et cantines).

Le recours à ce type d'alimentation a rendu plus intenses et plus complexes les liaisons entre l'agriculture et le reste du secteur agro-alimentaire - l'agriculture devenant de plus en plus dépendante des IAA. La recherche de la création de valeurs ajoutées accrues sous forme d'utilités dans la forme, l'espace et le temps a induit des changements profonds dans le secteur agricole. Ceci s'est traduit, dans certains Ministères de l'Agriculture, par le recours à des spécialistes de nutrition et de politique alimentaire à côté des spécialistes de la politique agricole.

Les décisions extra-agricoles

En même temps que cette intégration se développait, des considérations non agricoles ont parfois pu entraîner la prise de décision ayant des effets agricoles marqués. Ceci est particulièrement visible en matière budgétaire. En raison du poids financier des instruments de la politique agricole, des déficits et autres difficultés budgétaires se font presque directement sentir sur les marchés agricoles. Les liens entre la PAC et les difficultés financières de la CEE illustrent bien ce fait. Aujourd'hui du fait des politiques de défense de la monnaie et de la lutte contre l'inflation, de la croissance faible, des importants déficits budgétaires, les divers gouvernements ont de moins en moins les moyens de soutenir réellement leur agriculture. Une discussion sur la place de l'agriculture dans la hiérarchie des priorités budgétaires serait donc très éclairante.

Chômage et aspects écologiques

Le niveau élevé du chômage industriel en Europe et aux Etats-Unis freine la baisse de la population active agricole - qui augmente même dans certains cas - et incite à l'agriculture à temps partiel. Ceci a conduit à des politiques favorisant l'installation des jeunes agriculteurs, envisagée comme élément de la politique de l'emploi.

En même temps, la terre est le siège de tensions entre zones urbaines et rurales. D'une part, les usages «urbains» des terres agricoles se sont accrus. Les nombreux hectares ainsi perdus sont souvent d'excellente qualité. D'autre part, les urbains attendent des agriculteurs qu'ils assument de nouveaux rôles de «jardiniers de la nature». Ceci conduit à accorder de plus en plus d'importance aux aspects écologiques qui, dans tous les pays développés, doivent être pris en compte dans les politiques régionales et de l'environnement.

* Professeur d'économie rurale, Université Polytechnique de Madrid; ancien Ministre de l'Agriculture.